

Études en Afrique du Sud

La diaspora gabonaise recommande la vigilance aux parents

Olivier NDEMBI  
Libreville/Gabon

**NOMBREUX** sont assurément, parmi les nouveaux bacheliers, ceux qui aspirent à entreprendre des études supérieures en Afrique du Sud. Depuis 1999, ce pays a toujours, en effet, fasciné les couches sociales gabonaises dans le cadre des besoins liés à leurs formations académiques et professionnelles. Mais ce que beaucoup ignorent, c'est qu'étudier au pays de Nelson Mandela, n'est pas toujours un long fleuve tranquille. Car en sus des difficultés liées à l'immigration, l'étudiant gabonais doit faire face au problème d'intégration, à celui des inscriptions dans les universités et à l'équivalence des diplômes. Le système académique sud-africain étant bien différent du système gabonais. A preuve, un bachelier ayant obtenu son diplôme au second tour, ne peut directement s'inscrire, après son

année de langue, dans aucune université publique. L'accès à ces temples du savoir, où sont d'ailleurs assurées les meilleures formations, n'est réservé qu'aux bacheliers détenteurs de meilleures mentions ou ayant totalisé une moyenne de 12/20 dans au moins cinq matières au Bac. Conséquence, trop peu de ressortissants gabonais sont présents dans les établissements supérieurs publics de la "Nation Arc-En-Ciel". Le gros du contingent se rencontre dans des collèges et autres structures privées qui délivrent des diplômes non reconnus par les institutions académiques étatiques. De nombreux Gabonais, semble-t-il, peu au fait de ces réalités au moment de quitter Libreville, se retrouvent donc dans cette situation. La vice-présidente de la diaspora gabonaise en Afrique du Sud, Léa Nsa Ondo, révèle, en effet, que beaucoup parmi eux rechignent à rentrer au



Photo : Olivier NDEMBI

Léa Nsa Ondo conseille aux parents d'être derrière leurs enfants.

pays avec de tels parchemins qui ne leur garantissent pas des emplois, notamment dans le secteur public. Ces derniers vivent donc au jour le jour. Et, souvent à l'insu de leurs géniteurs restés au Gabon, ils développent des stratégies visant à se faire de l'argent sur le dos de leurs propres concitoyens arrivant pour la première fois en terre sud-africaine. Ce phénomène s'observe notamment lors des évacuations sanitaires où, servant d'interprètes et de guides auprès de quelques formations sanitaires, ces

jeunes n'hésitent pas à passer des accords secrets avec lesdites structures, en vue d'alourdir la facture et finalement leur permettre d'en tirer des pourcentages. D'autres se lancent dans l'alcool, la drogue, la prostitution, etc.

**FONCTIONNELLE.** Créée en mai 2015, "la diaspora gabonaise en Afrique du Sud", dont l'une des missions est justement d'aider à trouver des solutions aux problèmes qui affectent l'étudiant "Vert-Jaune-Bleu" dans ce pays d'accueil, en ap-

pelle donc à la vigilance des familles, afin qu'elles sachent réellement ce que leurs enfants y font. De même qu'elle souhaite que les autorités de Libreville inscrivent ses doléances dans le cadre de discussions régulières avec leurs homologues de Johannesburg. C'est dans le souci de voir ces doléances enfin prises en compte par l'Etat, que la vice-présidente de la diaspora, mandatée par ses collègues, a rencontré dernièrement à Libreville, des responsables du ministère de l'Éducation nationale et de l'Enseignement technique. A cette occasion, Léa Nsa Ondo a fait observer au ministre délégué, Janvier Nguema Mboumba, et au secrétaire général Michel Kiki Mbou, que les diplômes gabonais (Bac, BTS, DEUG, Licence, etc.) sont sous-évalués par les institutions académiques sud-africaines depuis plus d'une décennie. En cause, le fait que les établissements scolaires et universitaires

du Gabon ne produisent pas le volume horaire et les programmes qui permettent d'évaluer le contenu d'un diplôme sur le plan international. Une réalité qui semblait jusque-là méconnue des dirigeants gabonais et à laquelle le gouvernement entend désormais faire face. En effet, après s'être imprégnées de tous les contours du dossier, les autorités ont aussitôt mis en place une commission devant dorénavant travailler avec les institutions académiques sud-africaines. Elles qui n'attendaient, en réalité, que de véritables interlocuteurs pour tâcher de comprendre le fonctionnement du système académique national, afin de répondre progressivement aux difficultés rencontrées depuis déjà un quart de siècle par les étudiants gabonais. Cette initiative est saluée par ladite diaspora, qui veut, toutefois, croire qu'après le départ des responsables actuels de l'Éducation, cette commission sera toujours fonctionnelle.

Vacances et loisirs

Vingt écoliers à Pretoria depuis vendredi

LLIM  
Libreville/Gabon

*Bain linguistique, divertissement, partage, découverte. Autant d'activités, étalées sur une quinzaine de jours, organisées par la direction générale des Loisirs en Afrique du Sud au profit de ces vacanciers gabonais.*

**HIER** vendredi 29 juillet, à l'aéroport de Libreville, une vingtaine de jeunes gabonais, certains emmitoufflés dans des doudounes, en prévision du temps qu'il fera à leur destination finale de Pretoria (Afrique du Sud), contenaient avec peine leur joie d'embarquer sous peu dans un avion en partance pour le pays de Nelson Mandela. Ils vont dans un camp de vacances. Jusqu'au 12 août prochain, ils vont s'initier à la langue de Shakespeare, découvrir Prétoria, la capitale de l'Afrique du Sud et s'instruire, se divertir, et surtout, apprendre à se connaître. "Les enfants sont accompagnés par un collaborateur. Une fois en Afrique du Sud, il



Photo : LLIM

Les jeunes en partance pour Pretoria.

y a toute une équipe qui les accueille. Tout est déjà mis en place pour leur initiation à l'anglais, les excursions, et autres déplacements de découverte de la ville", explique la directrice générale des Loisirs, Marie-Rose Ndoumve qui rassure, une fois encore les parents quant aux conditions de sécurité des enfants. Pour être retenu pour ce voyage ludique, il fallait, renseigne la directrice des Loisirs, répondre à un appel à participer lancé par son administration. "Les frais du billet d'avion sont supportés par les parents", précise-t-elle. Ils

étaient d'ailleurs nombreux à l'aéroport vendredi pour s'assurer que leur progéniture quittaient en sécurité, Libreville. Ce qui aura permis à certains de réagir avec promptitude pour parer l'absence de vaccin contre la fièvre jaune qui aurait disqualifié leurs enfants à embarquer pour le pays arc-en-ciel. À noter que c'est la 2e vague de vacanciers, après celle qui séjourne au Lycée Agathe Obendjet de Franceville depuis le 15 juillet dernier, que la direction générale des Loisirs envoie en vacances dans un séjour collectif.

SEEG

L'eau de mon robinet, je la bois sans modération!

CONTRÔLÉE

ÉCONOMIQUE

RAFRAÎCHISSANTE

www.seeg.ga @SEEGgabon /SEEGgabon opéré par VEOLIA